

4,5 millions de signatures : la revanche de la France des gilets jaunes ?

Article rédigé par *Liberté politique*, le 12 avril 2019

Source [Boulevard Voltaire] « *Attelage baroque* » : c'est ainsi que la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndinaye qualifiait, ce mercredi matin, l'initiative de parlementaires de tous bords de lancer une procédure de référendum d'initiative partagée (RIP), comme le prévoit notre Constitution, pour empêcher la privatisation d'Aéroports de Paris. Le matin même, le ministre Jacqueline Gourault, sur *RTL*, parlait de « *drôle d'attelage* ». Comme quoi les éléments de langage gouvernementaux laissent tout de même une marge d'initiative à chaque ministre pour broder autour du mot clé. En l'occurrence, le mot « attelage ». Il reste, au choix, les qualificatifs « bancal », « improbable » et « insolite ». Cependant, Bruno Le Maire, mercredi après-midi, à l'Assemblée, lui, s'est distingué en évoquant un « *équipage de circonstance* », soulevant une bronca sur les bancs de l'opposition, c'est-à-dire chez ses anciens camarades d'attelage...

On a envie de reprendre les paroles de la chanson de Brel, dont on fêtait les 90 ans cette semaine, « [Les Remparts de Varsovie](#) » : « *Je trouve Madame mauvaise copine.* » Ou bien les mots d'enfants de cour de récréation : « C'est celui qui dit qui est. » Parce que, en matière d'attelages baroques, drôles, bancals, improbables ou insolites, nous sommes quand même bien montés, depuis deux ans. Un gouvernement composé d'anciens Républicains échappés de leur écurie et de socialistes de labour reconvertis en chevaux de course, sans parler de la mouche du coche de Rugby, qui fit son miel dans la ruche écologiste. Ne parlons pas – mais si, justement, parlons-en – de la liste tirée par Mme Loiseau aux élections européennes. Atteler à la même charrette un Pascal Canfin, ancien président du WWF France, et l'ancien président des Jeunes Agriculteurs, Jérémy Decerle, il fallait oser. On appelle ça, depuis deux ans, le « en même temps ». Dans notre civilisation équestre, on dit « tirer à hue et à dia ».

Et pourtant, Mme Gourault, qui est loin d'être un cheval de retour, ose s'exclamer : « *Je ne savais pas que je verrais ça dans ma vie politique* », à propos de cette initiative parlementaire. En 2012, c'est peut-être ce que s'étaient dit nombre d'électeurs de droite lorsque François Bayrou, mentor de Mme Gourault, annonça qu'il voterait François Hollande.

Visiblement, cette initiative de plus de 200 parlementaires des deux chambres (alors qu'il en faut 185) a surpris et agace le gouvernement. Certes, les obstacles sont nombreux avant qu'un tel référendum ait lieu. D'abord, le référendum d'initiative partagée ne peut aller contre une loi qui vient d'être votée par le Parlement. Or, la privatisation d'ADP est inscrite dans la loi PACTE, qui doit être votée par l'Assemblée le 11 avril. Par ailleurs, la validation du Conseil constitutionnel est nécessaire. Ensuite, il faut l'approbation de 10 % du corps électoral, soit environ 4,5 millions de signatures de citoyens pour que la procédure vers un éventuel référendum aille à son terme.

Et c'est là que réside le vrai danger pour le gouvernement. Le vrai référendum pourrait bien être cette pétition inédite à ce jour dans notre pays. On se souvient de la pétition contre le mariage homosexuel qui avait réuni près de 700.000 signatures en 2013. Il faudrait presque 6,5 fois plus de signatures dans le cas présent. La

barre est haute, direz-vous ! Pas certain, dans le contexte de crise sociale profonde que connaît notre pays. La France des ronds-points, des gilets jaunes, pourrait trouver sa revanche derrière son ordinateur, après un grand débat aux questions fermées, voire biaisées, et qu'elle a massivement boudé, la cause des Aéroports de Paris ne serait alors qu'un prétexte. Les oppositions voient dans cette arme du RIP un levier amplificateur d'énergie extraordinaire. Elles auraient tort de se gêner. Il est évident que la réunion de ces signatures serait un désaveu terrible pour le pouvoir en place. Autant, pire peut-être, que pourraient l'être les résultats des élections européennes.